

Déclaration liminaire de SUD à l'entrée du CSAE de l'INRAE le 26 septembre 2024

Le personnel de la recherche publique pouvait-il nourrir de grandes espérances quant à la composition du gouvernement Barnier ? **Ce premier ministre a été désigné en dépit des résultats des élections législatives, méprisant ainsi toutes celles et ceux qui se sont mobilisé-e-s pour tourner la page de la Macronie tout en jouant le front républicain contre l'extrême droite.** La nomination au ministère de l'enseignement supérieur et la recherche de M. Patrick Hetzel, architecte influent de la loi LRU et de ses suites, n'en reste pas moins une nouvelle mauvaise nouvelle. Pour qui s'attache au sens du service public de l'enseignement et de la recherche, les méfaits de ces réformes sont flagrants en 2024 : asphyxies financières (coupe budgétaire de 900 M€) sous couvert de bonne gouvernance et d'autonomisation, rapport déséquilibré aux financements et logiques du privé (Saclay...).

Député depuis 2012, M. Hetzel a présidé en 2023 une commission parlementaire consacrée aux « groupuscules violents en manifestation ». Il s'y est distingué au cours des auditions en établissant des **parallèles inquiétants entre désobéissance civile et violence**, ainsi qu'en montrant une étrange cécité à certains faits établis... Présente à Sainte-Soline, la branche Inrae de Sud-Recherche avait constaté *de visu* la gravité de ce que M. Hetzel semble enclin à ne surtout pas reconnaître : la dérive des doctrines du maintien de l'ordre, l'incroyable mansuétude envers les débordements et intimidations des syndicats agricoles majoritaires... **Dans le contexte actuel de criminalisation et de généralisation des procédures-bailloin envers les mobilisations sociales et écologiques, Sud-Recherche portera sur ce plan la contradiction, avec détermination et exigence de vérité.**

A l'heure où les faits scientifiques sont de moins en moins pris en compte dans les décisions politiques, nous ne comprenons pas le grave recul gouvernemental, voulu par la FNSEA, sur **le plan Ecophyto** par le changement d'indicateur de suivi de l'application des pesticides. Je l'ai encore éprouvé le 3 septembre lors d'une commission Ecophyto en Bretagne où tout le lobby local des pesticides applaudissait cette "victoire". Le Nodu n'est pas tombé du ciel. Après la fondatrice expertise scientifique collective pesticides Cemagref-INRA (déjà collègues !) de 2005, honneur de la recherche publique, il y eut le Grenelle de l'environnement, pendant lequel de courageuses et courageux collègues menèrent un âpre combat pour le choix du NODU contre l'indicateur de masse voulu par l'agro-industrie. Certes, comme l'a relevé le DS agriculture (le 28 mars pour la communauté du PPR CPA, Cultiver et produire autrement) le Nodu a des défauts :

- il ne montre pas la baisse des volumes (est-ce un problème ?)
- il ne voit pas la baisse des CMR (c'est au final faux, puisqu'un Nodu CMR peut être calculé)

« Bref, le paysage bouge et le Nodu ne bouge pas... » a-t-il conclu. Pourtant les mises en garde se multiplient de groupes de scientifiques, dont le comité scientifique et technique d'Ecophyto, d'ONG et de syndicats agricoles minoritaires pour demander le maintien de cet indicateur... Et s'il est incomplet, pourquoi ne pas lui adjoindre un autre outil pour mieux évaluer le suivi des pesticides en agriculture ?

Interrogé par Agra Presse le 22 avril, le ministère de l'Agriculture lançait « une mission avec l'Inrae » avec pour objectif « l'amélioration » de l'indicateur HRI1, choisi pour être le nouvel indicateur du plan Ecophyto 2030, en lieu et place du Nodu. **Aussi ce 26**

septembre en CSAE, en ces temps très incertains où le service public doit défendre quoi qu'il en coûte l'intérêt général (santé, eau, biodiversité) pour produire sans détruire, nous questionnons la DG : qu'avez-vous répondu au ministère ?

Concernant nos affaires internes et le fonctionnement de notre établissement, nous constatons qu'un nouveau contentieux sur le comité médical fait suite au licenciement de la médecin coordinatrice nationale où **la Direction se retrouve également en conflit d'intérêt sur les questions de santé**. La nécessité d'une indépendance maximale sur de tels dossiers était pourtant la première préconisation du rapport de début 2022 sur **les prions infectieux**, sur laquelle nous attendons toujours une concrétisation de cet impératif de prévention.

A propos du fonctionnement très perturbé du Conseil médical, comme annoncé dans le message du 24 septembre en réponse à Mme Champion, message dont la Direction était en copie, **SUD demande expressément la tenue d'une réunion spécifique sur le Conseil médical avec les membres du conseil médical, l'administration et les organisations syndicales**. Non, vraiment non, nous ne nous levons pas chaque matin en nous demandant par quel moyen nouveau nous pourrions déstabiliser DG et DRH ! Nous travaillons chaque semaine pour tenter d'améliorer le sort des collègues, y compris dans les directions, qui nous élisent pour un meilleur fonctionnement du collectif INRAE !

Ainsi, avec les autres syndicats, nous relayons l'alerte sur les risques d'épuisement des personnels, associés à la mise en place des nouveaux outils, de gestion Sifac et Notilus, de prévention Preventeo. Avec le premier budget annoncé à la baisse d'un gouvernement, de fait sous tutelle d'un parti fasciste peu enclin à financer le progrès de la connaissance via l'ESR, nous espérons que 2025 ne soit pas l'année de la noyade.

Pour finir, **certains passages de la note de service « Dispositif d'urgence et de crise au sein d'INRAE » nous troublent** : que mettez-vous derrière « attaque à l'image », « fort enjeu médiatique », « préparation des communiqués de presse, élaboration des éléments de langage » ? Cette NS et les interprétations qui pourront en être faites ne risquent-elles pas de rentrer en contradiction avec un autre document présenté ce jour en CSAE, le Code de Conduite Anticorruption ? Celui-ci réaffirme, notamment, le « signalement au travers du dispositif de lanceurs d'alerte interne ». **Dans une période de réduction des libertés, ces signaux sont inquiétants. Avec l'extrême droite si près du pouvoir, n'enfermons pas la liberté de parole.**